

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 30 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2015
(MIDI-PYRÉNÉES)

NOR : ASET1550304M

IDCC : 1596

Entre :

La FFB Midi-Pyrénées ;

La fédération Sud-Ouest des SCOP du BTP ;

L'UR CAPEB Midi-Pyrénées,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (occupant jusqu'à 10 salariés), conformément à l'accord national du 12 février 2002 relatif aux barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le vendredi 30 janvier 2015 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du bâtiment de la région Midi-Pyrénées.

Article 2

Pour la région Midi-Pyrénées, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés, applicables comme indiqué dans les tableaux ci-après.

*Grille des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Midi-Pyrénées
applicable au 1^{er} février 2015*

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 462,83	9,65
– position 2	170	1 496,96	9,87
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 586,32	10,46
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 736,92	11,46
– position 2	230	1 855,39	12,23
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 974,87	13,02
– position 2	270	2 093,34	13,81

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail, et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Toulouse, le 30 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)